

Séminaire régional de la plate-forme de l'observation sanitaire et sociale Auvergne-Rhône-Alpes

La question du défi climatique dans les politiques publiques sanitaires et sociales

Mardi 27 juin 2023

9h00 - 16h30

[Centre International de Séjour de Lyon](#)

103 boulevard des États-Unis 69008 Lyon

PROGRAMME

DÈS 9h00 // ACCUEIL CAFÉ AU CISL

9h30 OUVERTURE DE LA JOURNÉE

Introduction

Isabelle NOTTER, Directrice régionale

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Dreets) Auvergne-Rhône-Alpes

Présentation et animation du séminaire

Christine JAKSE et **Sabine GUILLAUME**, Pilotage de la PFoss - Dreets Auvergne-Rhône-Alpes

Soizic ARGAUD, Coordination et animation de la PFoss - ORS Auvergne-Rhône-Alpes

Acceptation sociale des politiques de transition écologique

Nicolas PALIOD, Bureau redistribution et évaluation

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees)

Quelle est l'opinion des Français à l'égard des politiques publiques mises en œuvre face aux problèmes liés à l'environnement ?

Chaque année, le baromètre d'opinion de la Drees interroge les personnes résidant en France métropolitaine sur leur perception des inégalités sociales et leur opinion sur les politiques sociales et de santé. Les deux dernières éditions ont fait un focus sur la pandémie de Covid-19 et ses contrecoups économiques et sociaux. Pour l'édition 2022, l'intérêt est porté sur l'acceptation sociale des politiques de lutte contre le dérèglement climatique. Face aux défis écologiques qui concernent l'ensemble de la population mais dont les solutions préconisées peuvent creuser les inégalités, quelles perceptions ont les Français sur la mise en place de mesures environnementales telles que la taxe carbone ? Observe-t-on des disparités dans leurs préoccupations selon leur situation, leur âge ou encore leur genre ? Les résultats de l'enquête seront accessibles début juillet. Ils s'accompagneront d'une étude traitant de la question des préoccupations environnementales.

Les indicateurs territoriaux de développement durable

Hélène SOUAL, Cheffe du pôle de services pour l'action régionale (Psar) - Synthèses locales

Service études et diffusion - Insee Auvergne-Rhône-Alpes

Lutter contre les inégalités, l'exclusion et les injustices, faire face au défi climatique... Quelles sont les données nous permettant de suivre les politiques françaises concourant aux Objectifs de développement durable ?

Dans le cadre du suivi des progrès de la France dans l'atteinte des 17 Objectifs de développement durables (ODD) retenus en 2015 par l'Organisation des Nations Unies (ONU), et selon les recommandations du Conseil national de l'information statistique, l'Insee et le Service des données et des études statistiques du Ministère de la transition écologique assurent la maintenance et l'accessibilité d'une base de données nationale comportant un ensemble d'indicateurs territoriaux de développement durable. La vocation de cette base de données est d'illustrer les situations et les trajectoires des territoires au regard des 17 ODD de l'Agenda 2030 à partir d'indicateurs, correspondant aux cibles fixées par l'ONU, adaptés aux priorités spécifiques et régionales de la France. Après s'être intéressés au contexte d'élaboration de ce tableau de bord, nous nous arrêterons plus particulièrement sur le suivi des ODD relatifs aux questions sociales et sanitaires que le réchauffement climatique rend d'autant plus prégnantes aujourd'hui.

11h00 TABLE RONDE

Anticiper, sensibiliser, accompagner

Pourquoi prendre en compte la question environnementale dans les politiques publiques sanitaires et sociales ? Comment croiser les regards sur les questions sociétales et environnementales ? Quelle est la place de l'observation et du diagnostic ?

Avec **Céline FILLOL**, Cheffe de projet de la démarche prospective au Conseil départemental de l'Isère ; **Hélène JOSEPH**, Chargée de projets sociaux transversaux au Centre communal d'actions sociales d'Échirolles ; **Violaine COLONNA D'ISTRIA**, Chargée d'études vulnérabilité urbaine à l'Agence d'urbanisme Clermont Massif Central

12h00 - 13h30 // PAUSE DÉJEUNER

Santé environnementale : enjeux, politiques et surveillance

Bruno FABRES, Responsable du pôle santé-environnement - Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes

D'après l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la santé environnementale comprend les aspects de la santé humaine, y compris la qualité de la vie, déterminés par les facteurs physiques, chimiques, biologiques, sociaux, psychosociaux et esthétiques de notre environnement. Afin de réduire autant que possible et de façon la plus efficace les impacts des facteurs environnementaux sur la santé et la qualité de vie des personnes, et afin de permettre à chacun de vivre dans un environnement favorable à la santé, le gouvernement renouvelle tous les 5 ans un Plan national santé environnement (PNSE). Où en sommes-nous dans la prise de conscience des enjeux environnementaux sur la santé des populations à l'heure où se dessinent la déclinaison du nouveau PRSE ?

Effets de cumul des expositions environnementales sur les inégalités sociales de santé

Séverine DEGUEN, Biostatisticienne et épidémiologiste

Équipe PHARes (Population Health trAnslational Research) - Université de Bordeaux

Aujourd'hui, le constat selon lequel les populations ne sont pas égales face aux pollutions, nuisances et autres risques environnementaux est indéniable. De même, le bénéfice des politiques publiques de santé visant une réduction des expositions aux nuisances environnementales est fonction de la situation des personnes. L'action publique tend à profiter aux classes les plus favorisées. On observe ainsi un effet cumulatif des inégalités environnementales et des inégalités sociales de santé (ISS). À un « différentiel de vulnérabilité » (statut socio-économique, accès aux soins, etc.) s'ajoute un « différentiel d'exposition » (exposition aux nuisances environnementales accrues pour les populations les plus défavorisées). Pour des politiques de santé publique efficaces face à un environnement qui se dégrade, mais aussi pour éviter que leurs bénéfices ne soient différenciés en fonction des personnes, la contribution des expositions environnementales aux ISS se doit d'être un enjeu de recherche abordé selon une approche multidisciplinaire.

Santé et environnement : de quoi parle-t-on et où va-t-on ?

Lucie PELOSSE, Chargée de projet et référente régionale santé-environnement

Instance régionale d'éducation et de promotion en santé (Ireps) Auvergne-Rhône-Alpes

Le pôle régional Éducation et promotion de la Santé Environnement (ESE) Auvergne-Rhône-Alpes a pour objectif d'accompagner les acteurs et actrices en matière d'éducation et de promotion dans le champ de la santé environnement. Créé par le Graine, réseau de l'éducation à l'environnement et au développement durable en Auvergne-Rhône-Alpes, et l'Ireps Auvergne-Rhône-Alpes, il ambitionne depuis 2010 de rapprocher deux champs d'actions dont les problématiques sont de plus en plus convergentes à l'heure du dérèglement climatique : l'éducation à l'environnement et au développement durable et l'éducation et la promotion en santé. Dans le cadre de la présentation des ressources du pôle, nous nous interrogerons aux côtés de Lucie Pelosse sur ce qu'est la santé environnement et en quoi changer de vision pour une approche plus globale du sujet peut nous permettre d'agir pour la santé du vivant, tout en considérant dans son entièreté la santé environnementale.

Contact

Sabine GUILLAUME

Pilotage de la PFoss Auvergne-Rhône-Alpes
Dreets Auvergne-Rhône-Alpes
sabine.guillaume@dreets.gouv.fr
04 26 99 82 05 - 06 31 02 63 30

www.pfoss-auvergne-rhone-alpes.fr

Soizic ARGAUD

Coordinatrice de la PFoss Auvergne-Rhône-Alpes
ORS Auvergne-Rhône-Alpes
soizic.argaud@ors-auvergne-rhone-alpes.org
04 73 98 75 53

La rénovation énergétique pour répondre aux enjeux climatiques, économiques et sociaux

Stéphane BARRIER, Chargé de mission rénovation énergétique des logements publics et privés
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) Auvergne-Rhône-Alpes

Cette série « précarité énergétique » s'ouvre sur une présentation posant de nombreuses questions et revenant sur les politiques publiques et les leviers d'actions à notre disposition aujourd'hui pour lutter contre la précarité énergétique. Qui sont les ménages en situation de précarité énergétique ? Comment les identifie-t-on ? Quels sont les impacts de la précarité énergétique sur leur qualité de vie ? En quoi les politiques actuelles permettent-elles de lutter contre la précarité énergétique ? À qui s'adressent-elles ?

Logement et mobilité soutenables en milieu rural

Claire DELFOSSE, Professeure de géographie - Laboratoire d'études rurales de l'Université Lyon 2
Patrick GRIMAULT, Chargé de mission mises en réseaux et sujets émergents - Cap Rural

L'un des publics les plus touchés par la précarité énergétique concerne les personnes occupant un logement ancien et surdimensionné en milieu rural. Cependant, du fait de nombreux facteurs tels que des comportements d'auto-censure face à la crainte de la stigmatisation, l'éloignement des services ou encore les politiques publiques longtemps tournées vers l'urbain et le logement social, le phénomène reste difficile à cerner. Comment faire face à la précarité énergétique croissante en milieu rural ? Quelles alternatives en termes de mobilité et d'habitat dans des territoires rendant la voiture individuelle souvent indispensable aux déplacements et les logements, vétustes, difficiles à chauffer comme à refroidir ? Après avoir présenté un état de la situation, Claire Delfosse et Patrick Grimault nous feront découvrir quelques initiatives locales déployées pour répondre à ces problématiques.

Quels effets de la rénovation énergétique sur la santé ? Étude Rénov'Santé

Anna LLOYD, Chargée d'études en santé environnementale
Observatoire régional de la santé (ORS) Auvergne-Rhône-Alpes

Bien que les impacts de la précarité énergétique sur les aspects économiques et le confort de l'habitat soient reconnus, les occupants des logements les plus énergivores, en particulier les ménages à faibles revenus, sont également exposés à un risque pour leur santé. S'associe ainsi au coût financier et social de l'habitat malsain un « coût » sanitaire non négligeable. Dans ce contexte, l'ORS Auvergne-Rhône-Alpes pilote, aux côtés de la Chaire HOPE, de SOLIHA, du Centre scientifique et technique du bâtiment et des Compagnons Bâtisseurs, une étude régionale afin d'apprécier l'impact des travaux de rénovation sur leur santé et leur bien-être des ménages.

15h30 CONFÉRENCE DE CLÔTURE

Inégalités de genre et enjeux écologiques : la place des femmes dans la transition écologique

Jeanne BURGART GOUTAL, Philosophe spécialiste de l'écoféminisme

Écologie et féminisme : quand les écoféministes montrent les articulations entre inégalités genrées et écologie
Inégalités de genre et destruction de la planète seraient-elles deux facettes indissociables d'un modèle de civilisation qu'il faudrait dépasser ? Telle est l'idée centrale de l'écoféminisme, mouvement né dans les années 70 qui connaît aujourd'hui un regain d'intérêt. Quels sont les apports et les limites des écoféministes s'agissant des liens entre inégalités de genre et écologie ? Comment nous invitent-elles à élargir notre vision à l'ensemble des pays ? Finalement, pourquoi articuler la préservation de la planète avec la lutte pour la justice sociale, pour l'égalité entre hommes et femmes, et entre Nord et Sud ?